

**Felipe González**  
**et l'architecture de l'Europe**  
**Ambition, vision et projet**

Matthieu TROUVÉ

La cause paraît entendue : Felipe González est non seulement le premier socialiste président du gouvernement espagnol démocratiquement arrivé au pouvoir depuis 1936, il est aussi l'homme politique à avoir fait entrer l'Espagne dans la Communauté européenne ; la mémoire nationale espagnole retiendra son action décisive qui a permis ce retour à l'Europe donnant un aspect plus méditerranéen à l'Europe des Douze. Au niveau européen, Felipe González, président du « groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe », fait désormais figure de sage chargé de remettre l'Europe sur de bons rails au XXI<sup>e</sup> siècle.

Contrairement à la France, l'Allemagne, l'Italie ou la Belgique, l'Espagne ne compte pas de « Pères fondateurs » de l'Europe ou d'architecte de la construction européenne, du moins de ses origines. À moins de faire appel à l'histoire et d'invoquer Charles Quint – qui, comme chacun sait, parlait latin au Pape, l'espagnol à Dieu, l'anglais aux marchands, l'italien aux dames, le français aux hommes et l'allemand à son cheval –, à moins de citer des philosophes et intellectuels, comme Miguel de Unamuno, José Ortega y Gasset ou Salvador de Madariaga, l'Espagne ne compte aucun véritable fondateur de l'Europe actuelle, aucun bâtisseur au même titre qu'un Robert Schuman, qu'un Jean Monnet, qu'un Konrad Adenauer, qu'un Alcide De Gasperi ou qu'un Paul-Henri Spaak.

Cette carence, produit de l'histoire et de l'absence de participation de l'Espagne aux débuts de la construction européenne pour des raisons essentiellement politiques<sup>1</sup>, a été vécue comme une frustration par les Espagnols, hommes politiques, acteurs économiques et société civile. Le retour à la démocratie en 1975 a été marqué par une forte volonté de rompre avec le passé franquiste et de retrouver le chemin de l'Europe, chose faite en 1986 après une longue phase de négociation, grâce en

<sup>1</sup> Nous renvoyons sur ce point à notre ouvrage : *L'Espagne et l'Europe. De la dictature de Franco à l'Union européenne*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2008.

partie à l'action du gouvernement de Felipe González. Ce dernier a acquis un statut : celui qui a fait entrer l'Espagne dans l'Europe. Autour de sa personne s'est construite une figure de héros national, construction quasi mythologique et symbolique d'un grand homme d'État doublé d'un « entrepreneur européen » qui a arrimé son pays à l'Europe en construction. L'année 1986, date fondatrice pour l'Espagne, marque le début d'une période d'euphorie, « Trente Glorieuses » sur un plan économique jusqu'en 2007-2008<sup>2</sup>. S'ajoute à cela l'action de l'Espagne et sa participation à l'Acte unique, au traité de Maastricht, à l'avènement du « Grand marché », à la création de l'euro et à la promotion d'une Europe des citoyens, le tout sous la présidence de Felipe González jusqu'en 1996. Si l'Espagne n'a pas de « Pères fondateurs » de l'Europe au sens strict, elle fait donc pleinement partie de la famille européenne et Felipe González a acquis l'image d'un architecte de l'Europe.

Loin de prétendre à l'exhaustivité, notre communication s'interrogera ainsi sur le type d'architecte de l'Europe qu'a été Felipe González. L'idée générale qui en ressort est que, chez l'ancien président du gouvernement espagnol, l'idée et l'action se mêlent et font de González un important promoteur d'Europe, un participant et membre actif de l'Europe unie, une sorte d'architecte d'intérieur. On s'attachera d'abord à retracer l'itinéraire et la vision européenne de cet Européen convaincu, à la fois de cœur et de raison, avant d'étudier les postures de Felipe González face aux grands enjeux européens des années 1980-1990.

## I. De la présidence du gouvernement espagnol à la présidence du « groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe » : itinéraire et vision d'un Européen de cœur et de raison

### A. Espagnol et social-démocrate : aux sources d'une vocation européenne

Felipe González est d'abord un Espagnol de l'intérieur. Né en 1942, issu d'une famille d'éleveurs originaires de Santander et installés en Andalousie depuis 1932, il n'a pas connu la guerre civile. Il est le seul des quatre enfants de la famille à faire des études de droit à l'Université de Séville, puis à Louvain en Belgique. Après avoir fréquenté les milieux d'opposition à la dictature franquiste, les mouvements progressistes catholiques et les jeunesse socialistes, il adhère au PSOE en 1964 et ouvre un cabinet d'avocats spécialisés dans le droit du travail. Loin

des préoccupations européennes, son projet politique essentiel est alors d'en finir avec la dictature.

Proche du modèle de la social-démocratie allemande de Willy Brandt ou suédoise d'Olof Palme, Felipe González est membre d'un PSOE favorable à la construction européenne. À la différence du parti socialiste français ou du PASOK grec, le parti socialiste espagnol évolue très tôt vers le réformisme sur le modèle social-démocrate allemand, et fait de l'entrée de l'Espagne dans l'Europe communautaire une option prioritaire de politique étrangère. En effet, pour les socialistes espagnols, le thème européen est un moyen de s'opposer à la dictature de Franco depuis le Congrès de Munich de 1962<sup>3</sup>, et l'entrée dans la CEE doit marquer une rupture avec le franquisme<sup>4</sup>. À la tête du PSOE à partir de 1974, González multiplie les vibrants plaidoyers en faveur de la participation de l'Espagne à la construction européenne une fois le pays doté d'institutions démocratiques. Il soutient tout naturellement la demande d'adhésion déposée par le gouvernement démocrate-chrétien d'Adolfo Suárez en mars 1977 et appuie l'entrée de l'Espagne dans le Conseil de l'Europe en 1978. Au cours des XXVIII<sup>e</sup> et XXIX<sup>e</sup> congrès du parti, le leader du PSOE met l'accent sur la construction d'une Europe unie tout en appelant au renforcement et à la démocratisation des institutions européennes, prône une intégration rapide de son pays dans l'Europe et compatible avec le maintien de la stabilité économique et du niveau de l'emploi du pays, et exige la participation de l'ensemble des forces politiques et syndicales aux négociations d'adhésion<sup>5</sup>.

Élu en 1982 et appelé par le roi à former un gouvernement, Felipe González apparaît aux yeux de tous comme un européen convaincu. Espagnol d'abord, social-démocrate ensuite, González est donc européen, acquis à la cause européenne comme l'ensemble de son parti. Il a contribué à donner au PSOE l'image d'un parti fermement engagé dans la construction européenne.

<sup>3</sup> Il s'agit d'un congrès du Mouvement européen auquel ont participé de nombreux socialistes espagnols – à la fois exilés et de « l'intérieur » – et au terme duquel les représentants espagnols ont affirmé que l'Europe communautaire ne devait pas admettre en son sein l'Espagne tant que celle-ci ne s'était pas dotée d'institutions démocratiques. Cf. Joaquín Sureda (dir.), *Cuando la transición se hizo posible. El « contubernio de Munich »*, Madrid, Tecnos, 1993.

<sup>4</sup> Michael P. Marks, *The formation of European policy in Post-Franco Spain. The role of ideas, interest and knowledge*, Aldershot, Avebury, 1997.

<sup>5</sup> Archives de la Fondation Pablo Iglesias (FPI), résolutions du XXVIII<sup>e</sup> congrès du PSOE, tenu à Madrid, les 17-20 mai 1979 et compte-rendu du XXIX<sup>e</sup> congrès, annexes, résolutions de « politique et stratégie », politique internationale, 21-24 octobre 1981 ; Ramón Luis Acuña, « Une politique étrangère. Entretien avec Felipe González », *Politique Étrangère*, n° 3, octobre 1982, p. 557-564.

<sup>2</sup> Sylvia Desazars de Montgaillhard, « Les Trente Glorieuses de l'Espagne s'achèvent », interview publiée dans *Le Monde*, 9 mars 2008.

## B. L'artisan de l'entrée de l'Espagne dans l'Europe

L'étude des archives espagnoles et communautaires, plusieurs entretiens réalisés avec d'anciens leaders politiques et négociateurs soulignent l'action déterminante de Felipe González dans l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes. Son rôle n'est toutefois pas à surestimer et il faut se méfier des interprétations trop hâtives. Felipe González n'a eu aucun rôle dans la négociation technique d'adhésion et il n'est pas le grand idéologue de la politique étrangère socialiste comme a pu l'être un Fernando Morán. Son action se situe avant tout au niveau politique des présidents du gouvernement et elle a permis d'obtenir les déblocages qui obstruaient l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

On relèvera en particulier trois rencontres décisives de González avec des chefs d'État et de gouvernement étrangers. Ce sont, tout d'abord, les entretiens entre le président du gouvernement espagnol et Helmut Kohl les 3-4 mai 1983. Alors qu'il affirme au chancelier allemand le soutien et la solidarité de l'Espagne à l'égard de la décision de l'OTAN de déployer des missiles Pershing en Europe en pleine crise des euromissiles, Felipe González obtient en contrepartie l'assurance que la RFA appuiera sans réserve l'adhésion de Madrid à la CEE. L'Allemagne, qui possède dans la péninsule Ibérique de nombreux intérêts économiques – pensons notamment aux liens tissés à partir de cette époque entre Volkswagen et SEAT –, s'affirme dès lors comme le principal soutien de l'Espagne à la table des discussions à Bruxelles<sup>6</sup>.

Les contacts établis entre Felipe González et François Mitterrand sont tout aussi importants dans le déblocage des négociations hispano-communautaires. Le 20 décembre 1983, l'entretien entre le président du gouvernement espagnol et le président de la République française est, d'après le témoignage de Felipe González<sup>7</sup>, décisif dans le changement de l'attitude de la France sur la question de l'ETA et celle de la candidature de Madrid à la CEE. Mitterrand prend conscience de l'ampleur des contentieux franco-espagnols et s'engage à débloquer ces deux dossiers. La présidence française de la Communauté au premier semestre 1984 confirme ce changement d'attitude ; le sommet européen de Fontainebleau fixe au 1<sup>er</sup> janvier 1986 la date officielle de l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

Avec la Grande-Bretagne se posent deux problèmes importants pour les négociateurs espagnols : d'une part, la question de Gibraltar, point de contentieux entre les deux pays depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle ; d'autre part, l'affaire de la contribution britannique au budget communautaire qui est pour Londres prioritaire à l'élargissement aux pays ibériques<sup>8</sup>. Lors d'une entrevue entre Felipe González et Margaret Thatcher en mars 1985 à Moscou à l'occasion des funérailles de Konstantin Tchernenko, le président du gouvernement espagnol obtient la promesse de la Dame de Fer qu'elle ne bloquera pas l'Espagne et ne fera pas de ces deux sujets un préalable britannique à l'adhésion de Madrid<sup>9</sup>.

La posture du chef du gouvernement espagnol, avant tout politique, est ainsi déterminante dans les ultimes déblocages qui permettent l'entrée de l'Espagne dans la Communauté. Elle consiste aussi à lier l'élargissement au sud de l'Europe et la consolidation démocratique de la péninsule Ibérique, ce qui est un argument de poids pour les dirigeants européens après le coup d'État manqué en Espagne du 23 février 1981. Aux yeux de nombreux Espagnols et de nombreux Européens, Felipe González est le dirigeant qui a réalisé l'entrée de l'Espagne dans l'Europe, l'architecte politique de l'élargissement de 1986.

## C. Faire l'Europe pour consolider l'Espagne

La position de Felipe González à l'égard de l'Espagne n'en est pas moins complexe et ambiguë. Le but du leader socialiste espagnol n'est pas seulement de participer à la construction politique de l'Europe dans une vision idéaliste. Pragmatique, le chef du gouvernement espagnol espère de l'adhésion de son pays à la CEE des retombées économiques importantes. La place de l'Europe dans le discours du gouvernement socialiste des années 1980 revêt une dimension éminemment économique : il s'agit de moderniser l'économie nationale alors même que le gouvernement s'est lancé, sous la conduite du ministre de l'Économie et des Finances, Miguel Boyer, dans un programme d'austérité et d'ajustement économique destiné à lutter contre l'inflation<sup>10</sup>. Convaincu des

<sup>8</sup> Archives historiques de l'Union européenne (AHUE), EG 128, lettre de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, à Gaston Thorn, président de la Commission, 5 août 1982.

<sup>9</sup> Cf. entretien de l'auteur avec Carlos Westendorp, septembre 2001 ; Victoria Prego, *Presidentes. Veinticinco años de historia narrada por los cuatro jefes de Gobierno de la democracia*, Barcelone, Ediciones del Bolsillo, 2001, p. 239 ; sir Geoffrey Howe, *Conflict of Loyalty*, Londres, Pan Books, 1995, p. 308, 318 et 407 ; Archives du ministère espagnol des Affaires étrangères (AMAE-E), R 25095, Exp. 1, échange de lettres entre les ministres des Affaires étrangères Fernando Morán et sir Geoffrey Howe, 13 juin 1985.

<sup>10</sup> Cf. Jean-François Larribau, « La politique économique, contraintes et perspectives de l'intégration européenne », et Maria Emilia Casas Bahamonde, « La politique des

<sup>6</sup> Cf. entretien de l'auteur avec Manuel Marín, octobre 2002 ; Jacques Attali, *Verbatim*, tome 1, *Chronique des années 1981-1986*, Paris, Fayard, 1993, p. 337, 366 et 713 ; Julio Crespo Maclennan, *España en Europa, 1945-2000. Del ostracismo a la modernidad*, Madrid, Marcial Pons Ediciones de Historia, 2004, p. 254.

<sup>7</sup> Felipe González, *Memorias del futuro. reflexiones sobre el tiempo presente*, Madrid, Aguilar, 2003, p. 51-53 ; Felipe González, Juan Luis Cebrián, *El futuro no es lo que era*, Madrid, Aguilar, 2001, p. 141.

bienfaits matériels de l'entrée de son pays dans l'Europe communautaire, Felipe González considère dès le départ que l'Espagne n'a pas d'autres choix que d'entrer dans le Marché commun<sup>11</sup>. Dans un article publié dans *El País*, il défend son bilan à la tête du pays et souligne l'apport qu'a constitué l'adhésion de l'Espagne à l'Europe en termes de croissance, de modernisation économique, de développement des infrastructures, notamment dans les transports, et en matière de débouchés commerciaux<sup>12</sup>. La participation de l'Espagne au Marché commun lui a permis de consolider ses positions sur le marché européen. L'accent est donc mis sur les questions économiques. Bien plus tard, en janvier 2010, consulté en même temps que Jacques Delors par le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, dans le cadre de la présidence espagnole de l'Union européenne, Felipe González a défendu à nouveau la vision d'une Europe solide, fortement intégrée sur le plan économique et qui puisse sortir de la crise et renforcer sa politique de coordination économique<sup>13</sup>.

Faire l'Europe permet non seulement de renforcer la cohésion entre partenaires européens, mais aussi de moderniser le pays, de consolider la démocratie espagnole et de renforcer sa place sur la scène internationale. En ce sens, la construction européenne est, en quelque sorte, une pratique à usage interne dans la vision d'un Felipe González : il s'agit de faire l'Europe pour consolider l'Espagne.

#### D. Un Européen convaincu au cœur de la réflexion sur le futur de l'Europe

L'image qui s'est construite de Felipe González sur le plan international est celle d'un chef d'État et d'un Européen convaincu, construction quasi mythique mais qui relève d'une part de vérité. L'engagement pro-européen du président du gouvernement espagnol ne s'est pas démenti tout au long des années 1982-1996. C'est ce qui peut expliquer pourquoi il a été choisi pour présider le groupe de réflexion sur le futur de l'Europe composé de douze « sages » européens. Il est encore trop tôt pour faire l'histoire de ce groupe ; nous nous contenterons de deux observations à ce sujet.

rapports sociaux », in Pierre Bon, Franck Moderne (dir.), *L'Espagne aujourd'hui. Dix années de gouvernement socialiste (1982-1992)*, Paris, La Documentation française, 1993, p. 117-137 et 139-154.

<sup>11</sup> Ramón-Luis Acuña, « Une politique étrangère. Entretien avec Felipe González », *op. cit.*, p. 557-559 et 561.

<sup>12</sup> *El País*, 9 janvier 1996.

<sup>13</sup> [http://www.france24.com/fr/20100105-union-europ-cnne-zapatero-consulte-delors-gonzalez-sortie-crise?quicktabs\\_1=0](http://www.france24.com/fr/20100105-union-europ-cnne-zapatero-consulte-delors-gonzalez-sortie-crise?quicktabs_1=0).

Ce qui ressort en premier lieu est la constante préoccupation de Felipe González en faveur d'une bonne gouvernance européenne et de l'efficacité de cette gouvernance. Refusant toute ingérence au sein de son groupe de réflexion – c'est, affirme-t-il devant les médias, sa « touche delorsienne »<sup>14</sup> –, l'ancien président du gouvernement espagnol entend œuvrer au bon fonctionnement de son propre groupe de réflexion et considère que la solution à la crise à la fois économique, politique et morale de l'Europe doit venir des politiques. Or les hommes politiques, poursuit-il, produisent « de nombreux textes que nous lisons rarement et que nous mettons en place encore moins ». Il est nécessaire, pour González, de réfléchir sur ce que l'Europe veut être dans l'avenir, ses stratégies, ses objectifs, ses sentiments d'appartenance communs, et de ne pas perdre du temps à débattre sur les frontières de l'Europe, notamment à propos de la Turquie<sup>15</sup>.

Felipe González est partisan d'une Europe ambitieuse, ce qui implique d'abord de restaurer l'influence économique et géopolitique de l'Europe sur la scène internationale dans un monde de plus en plus globalisé. D'où le souhait que l'Europe se dote, par exemple, d'une politique énergétique forte qui lui assure une indépendance, que les politiques économiques européennes soient mieux coordonnées, que la priorité des dirigeants européens soit aussi sociale et qu'ils ne se contentent pas seulement du Pacte de stabilité et de croissance. Fervent défenseur d'une plus grande intégration au niveau européen, l'ancien leader socialiste se montre aussi partisan d'un renforcement du leadership pour le Conseil européen, notamment en matière économique<sup>16</sup>.

## II. Quatre postures de Felipe González face aux grands enjeux européens

### A. L'Espagne de González et la relance de la construction européenne dans les années 1980

Les années 1980 sont celles d'une relance de la construction européenne à laquelle l'Espagne de Felipe González a pris part de manière active. Très européiste au sein de l'Europe des Douze, le gouvernement

<sup>14</sup> <http://europeconfidentiel.cafebabel.com/fr/post/2008/12/07/Felipe-Gonzalez-Si-no-respetan-nuestra-independencia-me-voy>.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> Voir par exemple les articles consacrés à ce groupe de réflexion sur le site d'informations europactiv.com : <http://www.euractiv.com/fr/avenir-europe/gonzalez-affiche-fortes-ambitions-groupe-reflexion/article-169557> ; [http://www.euractiv.fr/institutions-0/article/2010/03/29/groupe-reflexion-rendra-son-rapport-journee-leurope\\_66023](http://www.euractiv.fr/institutions-0/article/2010/03/29/groupe-reflexion-rendra-son-rapport-journee-leurope_66023) ; <http://www.euractiv.com/fr/priorites/le-groupe-de-reflexion-rendra-son-rapport-pour-la-journee-de-leurope-news-391672>.

espagnol a adopté des positions très proches de la France de François Mitterrand et de l'Allemagne de Helmut Kohl. On peut parler en quelque sorte d'un tropisme franco-allemand chez Felipe González. Sa justification est simple : pour le leader du PSOE, tout ce qui est bon pour l'Europe est bon pour l'Espagne<sup>17</sup>. Or, le couple franco-allemand étant considéré comme le moteur de l'Europe, il est nécessaire de se rapprocher de Paris et de Bonn et d'adopter des positions identiques à la table des discussions européennes.

Ce positionnement de Felipe González est calculé, en fonction du contexte et de l'environnement politiques. Conscient d'être à la tête d'une puissance moyenne au sein de l'Europe communautaire, le chef du gouvernement espagnol veut tirer le maximum de bénéfices pour son pays d'un rapprochement vers les États qui jouent un rôle moteur dans la construction européenne. González lui-même évoque en ces termes la relance européenne de la fin des années 1980 :

Il y avait un très haut degré d'entente entre un groupe de dirigeants qui est devenu le moteur de la construction européenne. C'était une espèce d'accord non écrit Bonn-Paris-Madrid. [...] Le Benelux soutenait presque toujours cette politique, et le noyau en était Jacques Delors, à travers ses constantes initiatives en tant que président de la Commission. Mitterrand passait au-dessus des détails, il faisait le discours. Kohl impulsait avec une force irrésistible et moi, j'étudiais les dossiers à fond. Lorsque Delors avait épuisé tous ses arguments et se confrontait à Margaret Thatcher, nous intervenions toujours pour soutenir ses propositions. C'était systématique. Les Italiens se joignaient souvent à nous, mais toujours limités par leurs crises qui provoquaient une sérieuse perte de leur poids. [...] Ce groupe, plus qu'un axe, a fonctionné de façon permanente à tel point que, à partir de 1988, il y eut une coordination discrète entre Bonn, Paris et Madrid. Nous avions un lien permanent entre la présidence de la République française, la chancellerie allemande et la présidence espagnole. Cela a disparu en 1996 avec notre départ du Gouvernement<sup>18</sup>.

Plutôt qu'un axe franco-allemand peut-être faudrait-il parler d'une entente franco-germano-espagnole qui a participé à la relance européenne des années 1986-1992 et d'un « prolongement espagnol de l'accord politique franco-allemand »<sup>19</sup>. Rappelons, en effet, que l'Espagne de Felipe González soutient l'Acte unique, appuie la présidence Jacques Delors et ses initiatives, et notamment les conclusions du « Comité Dooge » en septembre-octobre 1985. L'Espagne défend aussi sa position d'État moins développé au sein de la CEE et demande des

aides en faveur de son développement. González obtient le doublement des ressources assignées aux fonds structurels en 1988 – celles-ci passent de 7 à 14 milliards d'ECU – dans le but de rééquilibrer l'Europe<sup>20</sup>. Tout pousse à faire de l'Espagne un acteur clé du « Grand marché ».

### B. L'Espagne, Maastricht et le « Grand marché » : Felipe González, un ardent partisan de la cohésion

Pour qualifier les différents projets européens des années 1980, Felipe González parle de « chevauchée européenne », reprenant une formule de Helmut Kohl<sup>21</sup>. Au cours de cette chevauchée, le dirigeant espagnol a mené une politique destinée à préparer son pays aux défis du « Grand marché ». L'Espagne a de ce fait acquis l'image d'un pays sérieux, stable et profondément européen dès son entrée dans l'Europe communautaire. L'entrée de la peseta dans le Système monétaire européen (SME) le 19 juin 1989, la politique économique espagnole fondée sur la rigueur et la recherche de l'équilibre budgétaire, le succès de la première présidence espagnole de la Communauté au premier semestre 1989 sont autant d'éléments qui ont rassuré les Européens et permis à l'Espagne de Felipe González de se placer au cœur des pays favorables à une plus grande intégration européenne. À l'issue du Conseil européen de Madrid les 26 et 27 juin 1989, plusieurs décisions importantes sont prises ou annoncées sur la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM), sur la nécessité de respecter l'équilibre entre les aspects sociaux et économiques de la construction du marché unique, et sur l'organisation de l'« eurogroupe » dont l'Espagne assume la présidence à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1990.

Dans les négociations qui ont conduit à la signature du traité de Maastricht, Felipe González a été un ardent promoteur des principes de la cohésion économique et sociale de l'Europe et de la solidarité entre États. Pour González, le principe de solidarité est même essentiel à l'intérieur de l'Europe. Le chef du gouvernement espagnol défend à la table des négociations la création d'un fonds de cohésion pour aider les pays dits « pauvres » de l'UE dont le PNB est inférieur à 90 % de la moyenne communautaire, afin de compenser leurs efforts en vue de s'adapter à l'UEM et d'intégrer la zone euro. Cette proposition concerne l'Espagne,

<sup>20</sup> Matthieu Trouvé, « L'enthousiasme du nouveau venu : la politique européenne de l'Espagne (1979-1992) », dans Éric Bussière, Michel Dumoulin, Sylvain Schirmann (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX<sup>e</sup> siècle : la relance des années 1980 (1979-1992)*, Paris, CHEFF, 2007, p. 183-206.

<sup>21</sup> Cf. discours de Felipe González lors de la remise du prix Charles Quint à Helmut Kohl, Cuacos de Yuste, 20 juin 2006 ; Felipe González, Juan Luis Cebrián, *op. cit.*, p. 144.

<sup>17</sup> Entretien de l'auteur avec Carlos Westendorp, septembre 2001.

<sup>18</sup> Felipe González, Juan Luis Cebrián, *op. cit.*, p. 143.

<sup>19</sup> Bino Olvi, *L'Europe difficile. Histoire politique de la Communauté européenne*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 1998, p. 568.

l'Irlande, la Grèce et le Portugal, mais exclut l'Italie<sup>22</sup>. Grand avocat de la cohésion, Felipe González en fait même une véritable condition de l'accord et de la participation de l'Espagne à l'UEM. Finalement, aux termes de nombreux débats, González obtient entièrement satisfaction : un fonds de cohésion est créé et les crédits alloués sont fixés autour de 25 milliards d'euros à l'issue du Conseil européen d'Edimbourg en décembre 1992. « Au total, un grand succès politique pour Felipe González », écrit l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors<sup>23</sup>.

Dans le même temps, les initiatives du gouvernement espagnol en matière de politique européenne s'appuient sur un large consensus intérieur. Partis politiques, syndicats, société civile et acteurs économiques sont tous unanimes pour souhaiter la participation active de l'Espagne à l'intégration européenne, même s'ils le font en suivant leurs propres intérêts<sup>24</sup>. Quoi qu'il en soit, le 29 octobre 1992, les parlementaires espagnols ratifient le traité de Maastricht avec 314 voix pour, seulement 3 contre et 8 abstentions.

### C. Un défenseur de l'Europe des citoyens

D'autre part, Felipe González est un architecte et promoteur d'une Europe sociale et en particulier d'une Europe des citoyens. Deux temps forts marquent cet engagement. Le premier est le soutien du leader espagnol au projet Spinelli de tendance fédéraliste, notamment de son volet consacré à l'achèvement du marché intérieur et de sa partie portant sur la « citoyenneté européenne ». Felipe González s'est montré très attaché à la réalisation de l'union politique de l'Europe et à la consécration d'une telle citoyenneté européenne. Dans une lettre datée du 4 mai 1990 et adressée au président en exercice de la Communauté, le Premier ministre irlandais Charles J. Haughey, le président du gouvernement espagnol écrit :

À mon avis, l'union politique consiste de façon primordiale à transformer un espace de caractère jusqu'à maintenant essentiellement économique, pensé pour garantir la libre circulation de travailleurs, de services, de capitaux et de marchandises, en espace commun intégré, dont le citoyen européen serait le protagoniste<sup>25</sup>.

En effet, le chef du gouvernement espagnol a été un apôtre du principe de citoyenneté européenne et il s'est montré toujours très favorable à la défense de ce principe dans les négociations qui ont conduit au traité de Maastricht.

Plus récemment, lors d'une réunion du Comité économique et social européen, le 28 avril 2009, Felipe González déjà intronisé président du « groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe », déclarait à propos de la nécessité d'un nouveau pacte européen global qui rendrait l'UE plus pertinente aux yeux des citoyens :

Le pacte doit couvrir cinq domaines fondamentaux : la lutte contre la crise économique, la dimension technologique et économique de l'Europe, l'énergie et le changement climatique, la cohésion sociale et les flux migratoires, et les menaces envers la sécurité<sup>26</sup>.

On trouve là résumés cinq axes fondamentaux de réflexion qu'englobe le concept d'Europe des citoyens. L'avènement d'une véritable citoyenneté européenne est un cheval de bataille majeur de l'ancien président du gouvernement espagnol.

### D. Le promoteur d'une politique européenne ambitieuse sur le plan international

Dès les années 1990, Felipe González est un fervent partisan d'une politique extérieure et de sécurité commune (PESC). Plusieurs déclarations, actions et engagements du leader socialiste espagnol témoignent de cette volonté de promouvoir une Europe forte sur la scène internationale et, partant, de mettre en place une politique ambitieuse sur le plan international, étant entendu que la PESC doit aussi profiter à l'Espagne. Rappelons, tout d'abord, que le gouvernement socialiste de Felipe González fait entrer l'Espagne dans l'Union de l'Europe occidentale (UEO) en 1989 après avoir confirmé son adhésion à l'OTAN, suite au référendum organisé en mars 1986 au terme duquel les Espagnols ont approuvé le maintien de leur pays dans l'Alliance atlantique par 52,5 % des voix contre 39,8 %<sup>27</sup>. L'Espagne affiche aussi sa volonté de participer et de construire une Europe de la défense après avoir contribué à former l'« Eurocorps » en 1994. Felipe González a, par ailleurs, réussi à placer des Espagnols à la tête de grandes institutions européennes et

<sup>22</sup> Voir à ce sujet : Bino Olvi, *op. cit.*, p. 481-483.

<sup>23</sup> Jacques Delors, *Mémoires*, Paris, Plon, 2004, p. 367.

<sup>24</sup> Matthieu Trouvé, « De l'enthousiasme à la banalisation. L'opinion publique espagnole et l'Europe (1975-2005) », in Michele, Affinito, Guia Migani, Christian Wenkel (dir.), *Les deux Europes. The two Europes*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2009, p. 165-180.

<sup>25</sup> Roberto Mesa, « La politique extérieure », in Pierre Bon, Franck Moderne (dir.), *op. cit.*, p. 109.

<sup>26</sup> Déclarations de Felipe González au Conseil économique et social européen le 28 avril 2009. Cf. <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=CES/09/52&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>.

<sup>27</sup> Voir Federico G. Gil, Joseph S. Tulchin (dir.), *España y la OTAN. Perspectivas políticas y estratégicas*, Madrid, Ediciones Cultura Hispanica, Instituto de cooperación iberoamericana, 1987 ; Paul Preston, David Smyth, *España ante la C.E.E. y la O.T.A.N.*, Barcelone, Grijalbo, 1985.

atlantiques : nous pouvons citer, ici, des personnalités comme Manuel Marín, vice-président de la Commission européenne dirigée par Jacques Delors, Enrique Barón Crespo, président du Parlement européen en 1989, ou encore Javier Solana qui devient secrétaire général de l'OTAN en décembre 1995.

C'est surtout avec l'Amérique latine que l'Espagne entend développer ses liens, à la fois pour des raisons linguistiques, historiques et culturelles<sup>28</sup>. Des sommets ibéro-américains ont été institués et l'Espagne prétend se placer à la tête d'une communauté ibéro-américaine et hispanophone depuis le début des années 1990<sup>29</sup>. L'Espagne est devenue après les États-Unis le deuxième pays investisseur en Amérique latine depuis 1992. Felipe González estime que son pays peut et doit servir de pont entre les deux continents et, en particulier, entre l'Union européenne et l'Amérique latine. Il l'a affirmé dès 1985 lors de la signature du traité d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes<sup>30</sup> et l'a répété à de nombreuses reprises, notamment lors des sommets Europe-Amérique latine. L'actuelle politique latino-américaine de l'UE, impulsée progressivement par Felipe González depuis 1986, est encore largement inspirée par Madrid, même si, pour certains observateurs, les nations européennes agissent parfois « en ordre dispersé »<sup>31</sup>. Ainsi, l'Europe a engagé une coopération particulièrement fructueuse avec différents nations latino-américaines dans le cadre d'une politique de paix, de dialogue et d'ouverture économique, notamment avec les pays du groupe de Contadora et avec les pays du Pacte andin. Dans le même temps, cette politique permet à l'Espagne d'asseoir son influence et de se dessiner un grand projet extérieur. Mise à mal après 1996 et l'arrivée au pouvoir de José María Aznar qui a préféré choisir un rapprochement avec les États-Unis, ce qui a remis en cause sa position privilégiée vis-à-vis de l'Amérique latine, cette politique a ensuite été relancée par José Luis Rodríguez Zapatero.

Le second volet de cette ambitieuse politique européenne est méditerranéen : Felipe González est le défenseur d'une politique méditerranéenne

née de l'UE, une politique globale, de bon voisinage, dans un esprit de pacification et de sécurité. Le sommet européen de Madrid en juin 1989 s'est terminé par une déclaration sur le Proche-Orient. N'oublions pas non plus que c'est à Madrid que s'est tenue en octobre 1991 la conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Enfin, Felipe González a apporté son soutien discret mais déterminant pour la mise en marche du « Processus de Barcelone », lancé en 1995 à l'initiative de l'UE et qui a donné naissance en juillet 2008 à « l'Union pour la Méditerranée ».

Felipe González architecte de l'Europe ? Chef de gouvernement d'une Espagne qui ne s'arrête à la construction européenne qu'en 1986, González n'est certainement pas un « Père fondateur » de l'Europe, mais il peut quand même être considéré comme un « fils prodige » de l'Europe, architecte, ou plutôt artisan de l'Europe de Maastricht, promoteur d'une Europe politique et d'une Europe des citoyens, bâtisseur, ou du moins penseur de l'Europe de demain. Il restera avant tout l'icône de l'intégration réussie de l'Espagne dans la Communauté européenne. C'est ce que récompense incontestablement le prix Charlemagne qui lui a été décerné en 1993 ; il succède ainsi à Jacques Delors et devient à cette occasion le troisième Espagnol à obtenir ce prix après Salvador de Madariaga en 1973 et le roi Juan Carlos en 1982. Felipe González a également obtenu le prix Charles Quint de la Fondation Académie européenne de Yuste.

Européen convaincu mais pragmatique et réaliste à l'image de son engagement politique social-démocrate, Felipe González fait figure aujourd'hui de « sage » européen. S'il ne faut pas négliger la part de construit de cette image – notamment en Espagne où, précisément, il n'y a pas de véritable fondateur et bâtisseur de l'Europe originelle –, il n'en demeure pas moins vrai que l'ancien président du gouvernement espagnol a largement contribué à faire progresser la construction et l'intégration européennes des années 1980-1990. En faisant entrer son pays dans la CEE, Felipe González a acquis une stature internationale et une image d'Européen convaincu. En réussissant son intégration dans l'Europe communautaire et en participant activement à l'UE, l'Espagne a ainsi brisé sa « légende noire »<sup>32</sup> qui voudrait que le pays aille à contre-courant ou à contre-sens de l'histoire européenne et soit caractérisée par son extranéité et sa mauvaise réputation.

<sup>28</sup> Voir Celestino del Arrenal, « La adhesión de España a la Comunidad europea y su impacto en las relaciones entre América latina y la Comunidad europea », *Revista de Instituciones Europeas*, vol. 17, n° 2, mai-août 1990, p. 329-367 et, du même auteur, 1976-1992, *una nueva etapa en las relaciones de España con Iberoamérica*, Casa de América, Madrid, 1994.

<sup>29</sup> Le premier sommet ibéro-américain s'est tenu en juillet 1991 à Guadalajara au Mexique. Notons que ces sommets réunissent également deux nations lusophones, le Portugal et le Brésil.

<sup>30</sup> Fondation Pablo Iglesias (FPI), *España ante el reto de Europa*, FPI, PSOE, Madrid, 1985.

<sup>31</sup> Jean-Jacques Kourliandsky, « Une coopération en quête de boussole. L'Europe face aux attentes latino-américaines », in *Le Monde diplomatique*, mars 1997.

<sup>32</sup> Joseph Pérez, *La légende noire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 2009.

### **Felipe González and the Architecture of Europe: Ambition, Vision, and Project**

The matter appears to have been settled: Felipe González is not only the first democratically-elected Spanish Prime Minister since 1936, he is also the politician who took Spain into the European Community; Spanish national memory will remember his decisive Europeanist work that enabled Spain to return to Europe, giving a more Mediterranean aspect to the Europe of Twelve. At European level, Felipe González, chairman of the "think tank on the future of Europe", is seen as a "wise man" charged with putting Europe on the right track in the 21<sup>st</sup> century. Far from denying this finding, our communication will firstly trace the itinerary and European vision of this European of conviction in his heart and in his head – above all a Spaniard, a social democrat, and a pragmatist –, before going on to study four attitudes taken by Felipe González in the face of the great European challenges of his time: reviving the European construction process of the 1980s, the Maastricht Treaty and the birth of the "Great Market", defending a Europe of citizens, and promoting and ambitious European policy at international level.

### **Felipe González und die Europäische Architektur. Ehrgeiz, Vision und Projekt**

Die Sachlage scheint klar zu sein: Felipe González ist nicht nur der erste sozialistische Präsident der spanischen Regierung seit 1936, der auf demokratischem Wege an die Macht kam, sondern auch der Politiker, der Spanien in die Europäische Gemeinschaft führte. In der nationalen Erinnerung Spaniens wird sein entschiedenes pro-europäisches Handeln gerühmt, das eine Rückkehr Spaniens in die europäische Gemeinschaft ermöglichte und das Europa der Zwölf näher an den Mittelmeerraum rückte. Auf europäischer Ebene erscheint Felipe González, Vorsitzender der Reflexionsgruppe über die Zukunft der EU, von da an in der Rolle des „Weisen“, der Europa für den Start ins 21. Jahrhundert wieder in die richtigen Bahnen lenken soll. Dieser Tatbestand soll durch unseren Beitrag keineswegs in Frage gestellt werden. Vielmehr wollen wir zunächst den Werdegang und die europäische Vision dieses von Herz und Verstand überzeugten Europäers – Sozialdemokrat, Pragmatiker und in erster Linie Spanier – nachvollziehen und anschließend vier Haltungen Felipe González' angesichts der großen europäischen Herausforderungen seiner Zeit untersuchen: Neubelebung des europäischen Einigungswerks in den 80er Jahren, Vertrag von Maastricht und die Entstehung des Europäischen Binnenmarkts, Verteidigung eines Europas der Bürger und Förderung einer ehrgeizigen Europapolitik auf internationaler Ebene.

## **“L'Europe c'est nous”**

### **Bronislaw Geremek's Vision of Europe**

Stanislaw KONOPACKI

#### **I. Sensitivity, solidarity**

Bronislaw Geremek's vision of integrated Europe is rooted in his experience as a historian and his political and personal life during the period of Nazism and communism in Poland. The common feature of this experience is his deep sensitivity. It is the sensitivity to the excluded, humbled and oppressed. That is why as a historian of the Middle Ages he was especially interested in the existence of those living at the margins of society: beggars, vagabonds, the poor, prostitutes in the Medieval France. He published several books devoted to this issue: *Inutiles au Monde. Vagabonds et marginaux en Europe aux XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1980; *People of the margins in the Medieval Paris*, 2003.

His sensitivity towards human pain and misery was sharply developed during his experience as a child in the Warsaw Ghetto. Later on it led him to become a member of the communist party in Poland. Accession to communism was for Geremek a remedy for distortions of nazism and fascism. However, his adventure with this ideology did not last so long. He saw and experienced very well how communism in Poland and in other states of the Soviet bloc oppressed and destroyed the human being. The crucial moment for Bronislaw Geremek was the military intervention of the Soviet driven forces in Czechoslovakia in 1968. He gave his communist party card back and withdrew from its membership, which at that time was an act of a great courage. This experience had led him to be actively involved in the opposition movement in Poland in 1960s and 1970s.

Another important value being one of the foundations of integrated Europe – and closely related to “sensitivity” – is solidarity. Solidarity is at the roots of European community and manifested the conviction that we only by a common effort and work can overcome the crisis and problems European states faced after the Second World War. For Bronislaw Geremek this value was of the greatest importance in solving